



Retombées sociales de l'éducation : quel rôle à l'heure des confinements dans la pandémie de COVID-19 ?

INDICATEURS
DE L'ÉDUCATION
À LA LOUPE

MAI 2020

#75



- La santé mentale est mise à mal lors des périodes de confinement, en particulier chez ceux qui souffraient déjà d'anxiété ou de dépression avant la pandémie. D'après les données collectées avant la crise du COVID-19, le pourcentage d'adultes indiquant souffrir de dépression diminue avec l'élévation du niveau de formation.
- Les individus moins instruits sont plus susceptibles de subir des violences domestiques ; or, y être exposé est préjudiciable à l'estime de soi et à la réussite scolaire des enfants. L'augmentation des violences domestiques durant la pandémie de COVID-19 pourrait donc avoir de lourdes conséquences, tant immédiates qu'à long terme.
- Parmi les habitudes saines à mettre en place durant les périodes de confinement figure le maintien des contacts sociaux avec ses amis et sa famille, pratique qui s'avère augmenter avec l'élévation du niveau de formation.

Fin décembre 2019, une épidémie de coronavirus à syndrome respiratoire aigu sévère (COVID-19) éclatait à Wuhan (Hubei, Chine). Trois mois plus tard, cette épidémie locale s'était transformée en pandémie mondiale, impactant gravement l'économie, contaminant des millions de personnes et faisant de nombreux morts (Johns Hopkins University, 2020^[1]). Ce n'était certes pas la première pandémie de ce type, mais le monde n'était pas prêt pour endiguer la propagation du COVID-19. Depuis 2000, le syndrome respiratoire aigu sévère (SARS), la grippe porcine, le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) et le virus Ébola ont mis à l'épreuve nos systèmes, mais jamais paralysé l'économie mondiale et affecté nos interactions sociales comme le COVID-19 actuellement.

Les pays sont sous pression pour changer rapidement leurs politiques et adopter des mesures pour protéger leur population et limiter l'impact négatif du COVID-19 sur la santé, l'économie et la société (OCDE, 2020^[2]). Dans de nombreux pays, les gouvernements ont ainsi décidé de confiner leur population afin de limiter la propagation du virus. Face à cette nouvelle réalité, chacun doit s'adapter et mettre en place des stratégies pour tenter de vivre au mieux ces périodes de confinement.

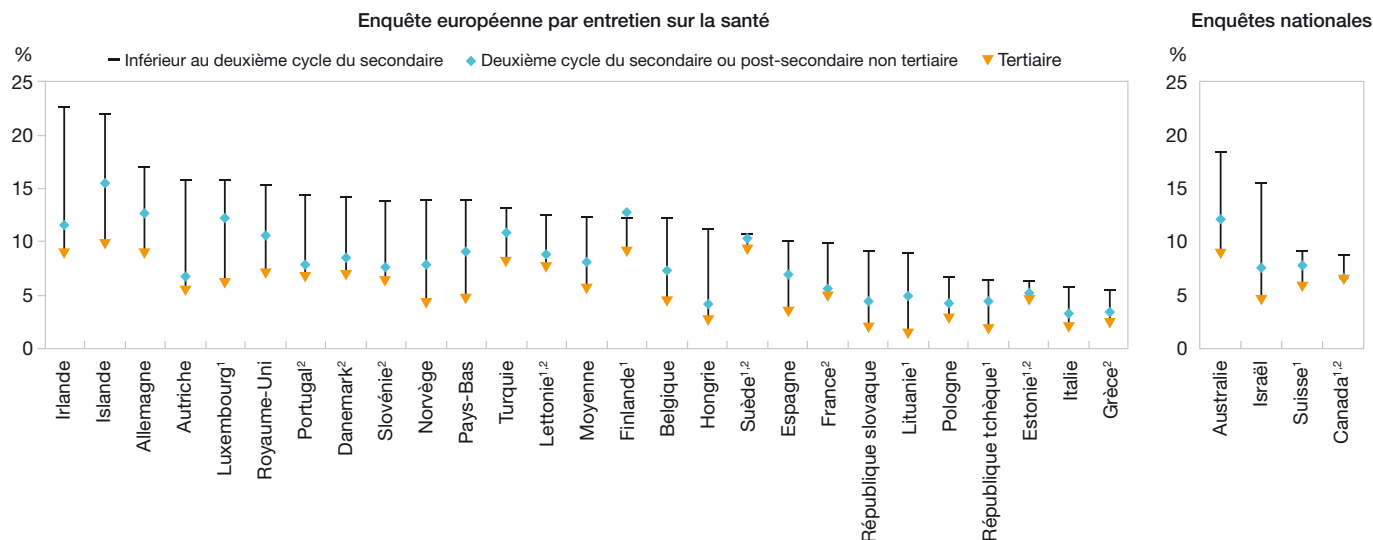
Les retombées positives de l'éducation pourraient jouer un rôle important pour aider les gens à traverser cette crise. En plus de bénéficier d'une meilleure situation économique, les adultes diplômés de l'enseignement tertiaire sont en effet généralement en meilleure santé (physique et mentale) et ont davantage d'interactions sociales que leurs pairs moins instruits – autant d'atouts qui pourraient contribuer à réduire l'impact négatif des périodes de confinement.

La santé mentale est mise à rude épreuve durant les périodes de confinement et les données montrent que la dépression autodéclarée est plus prévalente chez les individus peu instruits

Durant la pandémie, écouter les informations peut augmenter le stress et l'anxiété (OMS, 2020^[3]). Les personnes ayant eu des problèmes de santé mentale, comme la dépression, peuvent se sentir encore plus démunis face à cette crise (Centers for Disease Control and Prevention, 2020^[4]). L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que la dépression touche plus de 250 millions de personnes dans le monde, ce qui en fait la principale cause d'invalidité (OMS, 2020^[5]). Étant donné la prévalence déjà forte de la dépression avant la pandémie de COVID-19, et l'augmentation des niveaux de stress due à cette crise, il sera important d'identifier les facteurs contribuant à un plus grand sentiment de détresse et ceux au contraire susceptibles de réduire le stress et l'anxiété. L'élévation du niveau de formation et ses retombées sociales et professionnelles peuvent, à cet égard, s'avérer d'un grand secours. Les adultes diplômés de l'enseignement tertiaire ont par exemple généralement des revenus plus élevés, ce qui leur permet d'avoir un lieu de vie plus spacieux et donc d'être moins susceptibles de se trouver confinés dans un cadre exigü. Les individus moins instruits sont

Graphique 1 / Pourcentage d'adultes indiquant souffrir de dépression, selon le niveau de formation (2014)

Enquête européenne par entretien sur la santé et enquêtes nationales, adultes âgés de 25 à 64 ans



Remarque : Les questions posées variant entre les différentes enquêtes, les résultats desdites enquêtes ne font pas l'objet d'une comparaison directe dans cette analyse.

1. Les différences entre un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire et un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire ou du post-secondaire non tertiaire ne sont pas statistiquement significatives à un niveau de 5 %.

2. Les différences entre un niveau de formation tertiaire et un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire ou du post-secondaire non tertiaire ne sont pas statistiquement significatives à un niveau de 5 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage d'adultes dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle du secondaire qui indiquent souffrir de dépression.

Source : OCDE (2017^[en]), *Regards sur l'éducation 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, <https://doi.org/10.1787/eag-2017-fr>.

au contraire en général plus exposés au risque de chômage, risque que la situation économique actuelle peut exacerber, augmentant par là même leur probabilité de souffrir d'anxiété.

Dans la plupart des pays de l'OCDE ayant participé à l'édition 2014 de l'Enquête européenne par entretien sur la santé (EHIS), les adultes moins instruits étaient plus susceptibles que ceux diplômés de l'enseignement tertiaire d'indiquer avoir souffert de dépression au cours des 12 mois précédant l'enquête. En moyenne, dans les 26 pays de l'OCDE ayant pris part à l'édition 2014 de l'EHIS, 8 % des 25-64 ans ont déclaré avoir souffert de dépression au cours des 12 mois précédant l'enquête. Le graphique 1 met en évidence l'existence d'une association entre un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire ou du post-secondaire non tertiaire et un plus grand bien-être émotionnel. Ce constat vaut particulièrement pour l'Autriche, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, la Norvège, le Portugal et la Slovénie, où la différence de taux de dépression entre les adultes non diplômés du deuxième cycle du secondaire et ceux diplômés de ce niveau d'enseignement ou du post-secondaire non tertiaire est d'au moins 6 points de pourcentage. Dans 12 pays, la différence à cet égard entre les adultes diplômés du deuxième cycle du secondaire ou du post-secondaire non tertiaire et ceux diplômés de l'enseignement tertiaire est de moins de 2 points de pourcentage, ce qui signifie que dans ces pays, ces différents niveaux d'enseignement sont associés à des retombées similaires sur le plan de la dépression. En moyenne, cependant, la prévalence de la dépression autodéclarée diminue avec l'élévation du niveau de formation, passant de 12 % chez les adultes non diplômés du deuxième cycle du secondaire, à 8 % chez ceux diplômés de ce niveau d'enseignement ou du post-secondaire non tertiaire, et à 6 % chez les diplômés de l'enseignement tertiaire – une tendance qui s'observe dans tous les pays disposant de données.

L'augmentation des violences domestiques durant les périodes de confinement pourrait avoir des conséquences à long terme sur les résultats scolaires

Pendant les confinements, les familles et les couples sont contraints de passer plus de temps ensemble que jamais, ce qui crée un contexte dans lequel abus et violences domestiques peuvent s'intensifier. De nombreux pays ont ainsi observé une recrudescence des abus, et les services d'assistance téléphonique dédiés ont signalé une forte augmentation du nombre d'appels durant les semaines suivant les confinements (The Guardian, 2020_[6]).

Les travaux de recherche montrent que les adultes peu instruits et sans emploi sont surreprésentés parmi les victimes de violences domestiques, tandis que les taux d'abus sont nettement plus faibles parmi les adultes très instruits (Farmer et Tiefenthaler, 2003_[7] ; Lloyd, 1997_[8]). Pour les auteurs de ces violences, les coûts d'opportunité de passer à l'acte augmentent avec le nombre d'années de formation, les individus ayant alors de meilleures perspectives d'emploi et de revenus. Ce constat explique en partie pourquoi les individus présentant des comportements violents sont également plus susceptibles d'être moins instruits (Lochner, 2004_[9] ; OCDE, 2017_[10]). On notera toutefois que les violences domestiques peuvent aussi survenir dans les ménages très instruits, et que les confinements sont susceptibles d'accroître leur prévalence dans toutes les familles, quel que soit leur statut socio-économique.

La prévalence des violences domestiques est également plus forte dans les familles avec de jeunes enfants ; or, l'exposition à ce type de violences s'avère préjudiciable à l'estime de soi de ces enfants, altérant leur réussite scolaire et augmentant leurs risques de difficultés relationnelles (Byrne et Taylor, 2007_[11]). Les victimes de violences domestiques ne souffrent pas seulement de blessures physiques ; leur situation affecte également leur bien-être social, économique, psychologique, spirituel et émotionnel, et peut à terme mener à la dépression et au suicide (Kaur et Garg, 2008_[12]). La réduction des violences domestiques renforce inévitablement le sentiment de sécurité personnelle, ce qui participe à son tour à une amélioration de la santé mentale – un objectif auquel l'investissement dans une éducation inclusive de qualité peut contribuer (OCDE, 2017_[10]).

Les adultes diplômés de l'enseignement tertiaire sont plus susceptibles d'être en contact avec leurs amis et leur famille, même à distance

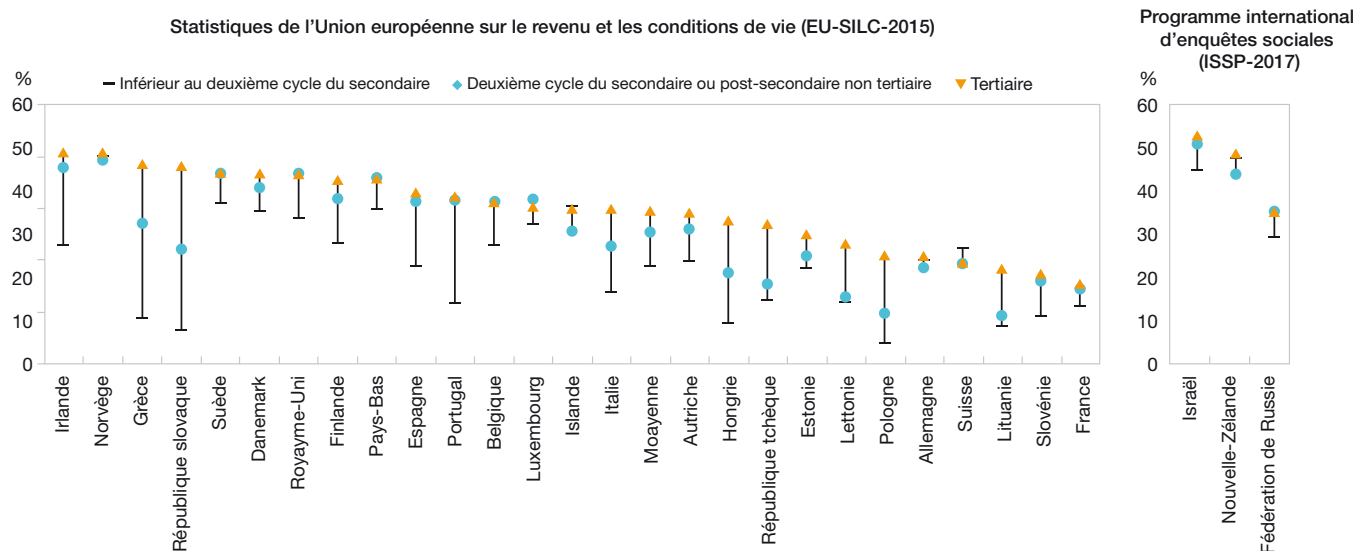
L'Organisation mondiale de la santé recommande que, durant les périodes de confinement, chacun mange sainement et en quantité suffisante, pratique une activité physique et reste en contact avec sa famille et ses amis (OMS, 2020_[3]), une habitude dont la prévalence augmente avec l'élévation du niveau de formation (OCDE, 2019_[13]). Aujourd'hui, grâce aux outils numériques, il est possible de maintenir ce contact, même à distance et confinés. Les adultes très instruits sont en général plus actifs sur le plan social et leurs bonnes compétences en technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent les aider à tirer parti de toutes les possibilités de liens sociaux sur Internet (OCDE, 2019_[13]). Les données du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) révèlent par ailleurs d'importantes inégalités d'accès aux technologies. Aux États-Unis, par exemple, la quasi-totalité des élèves de 15 ans des établissements favorisés sur le plan socio-économique disposent d'un ordinateur pour travailler à la maison, contre seulement trois quarts des élèves des établissements défavorisés (Reimers et Schleicher, 2020_[14]).

Le graphique 2 montre que, dans la plupart des pays de l'OCDE, les adultes non diplômés du deuxième cycle du secondaire sont moins susceptibles d'être actifs au quotidien sur les réseaux sociaux que ceux dont le niveau de formation est plus élevé. L'écart entre les adultes non diplômés du deuxième cycle du secondaire et ceux diplômés de l'enseignement tertiaire est ainsi d'au moins 25 points de pourcentage en Grèce, en Hongrie, au Portugal et en République slovaque. Les adultes plus âgés étant moins compétents en TIC, en Grèce et au Portugal, cet écart pourrait s'expliquer en partie par la différence de répartition des niveaux de formation entre les groupes d'âge. Dans ces deux pays, une part importante des adultes plus âgés ne sont en effet pas diplômés du deuxième cycle du secondaire, tandis que ce pourcentage est bien plus faible parmi les adultes plus jeunes.

En matière de liens sociaux, les inégalités peuvent varier considérablement entre les pays de l'OCDE et l'isolement physique dû à la pandémie de COVID-19 peut être moins difficile dans les pays où le maintien de liens sociaux via Internet est une pratique courante. En Norvège, par exemple, environ 50 % des adultes sont

Graphique 2 / Liens sociaux via Internet, selon le niveau de formation (2015 ou 2017)

Adultes âgés de 25 à 64 ans



Remarque : EU-SILC : adultes se disant actifs au quotidien sur les réseaux sociaux ; ISSP-2017 : adultes principalement en contact avec les membres de leur famille et leurs amis proches via les messages écrits, le téléphone portable ou d'autres dispositifs de communication par Internet.

Source : OCDE (2019[13]), *Regards sur l'éducation 2019 : Les indicateurs de l'OCDE*, <https://doi.org/10.1787/6b0f6dc9-fr>

actifs au quotidien sur les réseaux sociaux, quel que soit leur niveau de formation, contre moins de 20 % en France (graphique 2).

Outre les amis et la famille, le travail est un cadre clé pour favoriser et maintenir les liens sociaux. Or, en période de confinement, les gouvernements encouragent de plus en plus les actifs occupés à pratiquer le télétravail. Celui-ci permet en effet le maintien d'un certain niveau d'activité économique tout en respectant l'impératif de distanciation sociale. Pour ceux qui doivent changer leurs habitudes de travail et recourir davantage aux ordinateurs, l'accès aux technologies et leur utilisation peut s'avérer un défi. Dans tous les pays participant à l'Évaluation des compétences des adultes (PIAAC), de nombreux adultes n'ont ainsi aucune expérience en matière d'informatique ou présentent des compétences extrêmement limitées en résolution de problèmes dans des environnements à forte composante technologique. En moyenne, environ un adulte sur quatre n'a pas ou que très peu d'expérience en informatique ou manque de confiance en ses capacités à utiliser un ordinateur, et seule la moitié est capable d'effectuer des tâches élémentaires, comme trier des e-mails dans des dossiers existants (OCDE, 2019^[15]). Les adultes les moins instruits sont par ailleurs aussi ceux qui présentent le niveau de compétence le plus faible en résolution de problèmes dans des environnements à forte composante technologique. Impossible donc de considérer comme acquise l'égalité de participation dans un monde reposant fortement sur les compétences en TIC (OCDE, 2015^[16]).

Les adultes peu instruits peuvent également se trouver défavorisés du fait de leur profession, que leur emploi soit considéré comme essentiel et les expose donc au virus (par exemple, caissier, livreur ou chauffeur de taxi), ou qu'ils ne puissent pas exercer leur profession en télétravail (par exemple, coiffeur, ouvrier du bâtiment, vendeur). À l'inverse, les adultes diplômés de l'enseignement tertiaire sont plus susceptibles d'avoir une profession qu'ils peuvent exercer à distance (par exemple, professeur, agent de la fonction publique, chercheur) et donc de continuer à pouvoir percevoir la totalité de leurs revenus.

Pour conclure

Si les avantages économiques de l'éducation dans un certain nombre de domaines ne sont plus à démontrer, on observe également une relation positive entre l'élévation du niveau de formation et tout un ensemble de retombées sociales qui jouent un rôle important à l'heure de la crise du COVID-19. Les données collectées avant la pandémie montrent que les diplômés de l'enseignement tertiaire sont moins susceptibles d'indiquer souffrir de dépression et plus susceptibles d'être en contact avec leurs amis et leur famille, que ce soit en personne ou via Internet. En période de confinement, les retombées sociales positives de l'éducation sont plus essentielles que jamais, car elles permettent de disposer de tout un éventail d'outils pour mieux faire face à la crise : une bonne santé mentale, un réseau social solide et un mode de vie sain – autant de facteurs associés aux choix faits avant le COVID-19 –, sans oublier celui de poursuivre ses études ou non, qui s'avère en fin de compte l'un des plus importants.

RÉFÉRENCES :

- [11] Byrne, D. et B. Taylor (2007), « Children at risk from domestic violence and their educational attainment: Perspectives of education welfare officers, social workers and teachers », *Child Care in Practice*, vol. 13/3, pp. 185-201, <http://dx.doi.org/10.1080/13575270701353465>.
- [4] Centers for Disease Control and Prevention (2020), *Coronavirus Disease 2019 (COVID-19): Daily Life & Coping: Stress and Coping*, <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/daily-life-coping/managing-stress-anxiety.html> (consulté le 8 avril 2020).
- [7] Farmer, A. et J. Tiefenthaler (2003), « Explaining the recent decline in domestic violence », *Contemporary Economic Policy*, vol. 21/2, pp. 158-172, <http://dx.doi.org/10.1093/cep/byg002>.
- [1] Johns Hopkins University (2020), *Coronavirus COVID-19 Global Cases by the Center for Systems Science and Engineering (CSSE)*, <https://coronavirus.jhu.edu/map.html> (consulté le 16 avril 2020).
- [12] Kaur, R. et S. Garg (2008), « Addressing domestic violence against women: An unfinished agenda », *Indian Journal of Community Medicine*, vol. 33/2, pp. 73-76, <http://dx.doi.org/10.4103/0970-0218.40871>.
- [8] Lloyd, S. (1997), « The effects of domestic violence on women's employment », *Law & Policy*, vol. 19/2, pp. 139-167, <http://dx.doi.org/10.1111/1467-9930.00025>.
- [9] Lochner, L. (2004), « Education, work, and crime: A human capital approach », *NBER Working Paper*, n° 10478, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <http://dx.doi.org/10.3386/w10478>.
- [16] OCDE (2015), *Regards sur l'éducation 2015 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/eag-2015-fr>.
- [10] OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/eag-2017-fr>.
- [13] OCDE (2019), *Regards sur l'éducation 2019 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/6bcf6dc9-fr>.
- [15] OCDE (2019), *L'importance des compétences : Résultats supplémentaires de l'Évaluation des compétences des adultes*, Études de l'OCDE sur les compétences, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/176f15d3-fr>.
- [2] OCDE (2020), *Tackling Coronavirus (COVID 19): Contributing to a Global Effort*, site web de l'OCDE, <http://www.oecd.org/coronavirus/en/> (consulté le 21 avril 2020).
- [14] Reimers, F. et A. Schleicher (2020), « A framework to guide an education response to the COVID-19 Pandemic of 2020 », OCDE, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=126_126988-t63lxosohs&title=A-framework-to-guide-an-education-response-to-the-Covid-19-Pandemicof-2020.



[6] The Guardian (2020), « Lockdowns around the world bring rise in domestic violence », *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/society/2020/mar/28/lockdowns-world-rise-domestic-violence> (consulté le 20 avril 2020).

[5] OMS (2020), *Depression fact sheet*, site web de l'Organisation mondiale de la santé, <https://www.who.int/en/news-room/fact-sheets/detail/depression> (consulté le 8 avril 2020).

[3] OMS (2020), « Mental health and psychosocial considerations during the COVID-19 outbreak », Organisation mondiale de la santé, <https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/mentalhealth-considerations.pdf> (consulté le 30 mars 2020).

VOIR

www.oecd.org/education/education-at-a-glance-19991487.htm
[Indicateurs de l'éducation à la loupe](#) (numéros précédents)
[PISA à la loupe](#)
[L'enseignement à la loupe](#)

PROCHAIN NUMÉRO

Comment les jeunes diplômés s'intègrent-ils sur le marché du travail ?



CONTACTER:

Simon Normandeau (Simon.NORMANDEAU@oecd.org)

Crédit photo : © Christopher Futcher / iStock ; © Marc Romanelli / Gettyimages ; © michaeljung / Shutterstock ; © Pressmaster / Shutterstock.
Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont employés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.